Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

FIDA
Investir dans les populations rurales

PAS2P
Réponse à la soudure pastorale
et à la COVID 19

TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT OU D'UNE EQUIPE DE CONSULTANTS EN CHARGE DE LA CAPITALISATION DU PROJET PAS2P

Projet d'assistance aux familles d'éleveurs confrontées aux effets cumulés de la soudure pastorale, de l'insécurité et de la pandémie du COVID-19

1. CONTEXTE D'INTERVENTION ET PRESENTATION DU PAS2P

1.1 Contexte et justification

La campagne de transhumance 2019/2020 s'est déroulée dans un contexte socio-politique et sécuritaire particulièrement défavorable pour trois raisons au moins à savoir : (i) l'accélération, la violence et la récurrence des incidents sécuritaires qui ont atteint un niveau sans précédent en ce qui concerne l'expansion géographique de l'insécurité et la fréquence des attaques terroristes dans les pays du Sahel central (Mali, Niger et Burkina Faso) ; (ii) la décision prise par les autorités béninoises d'interdire *« la transhumance transfrontalière sur toute l'étendue du territoire de la République du Bénin »*, à compter du 26 décembre 2019, en violation des dispositions communautaires régissant la transhumance transfrontalière dans l'espace CEDEAO ; et (iii) la brusque escalade des risques découlant de la crise sanitaire liée au coronavirus qui affecte l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.

L'expansion de la menace sécuritaire a engendré de multiples impacts négatifs touchant la mobilité du bétail et les conditions de vie des communautés pastorales : (i) déplacements précipités de familles d'éleveurs et enlèvements de personnes ; (ii) razzias de bétail ; et (iii) abandon de plusieurs zones de pâturages en proie à l'insécurité, etc.). L'avènement de la crise sanitaire liée à la COVID-19 fragilisé davantage la situation déjà précaire des ménages pastoraux et agropasteurs. Les impacts socio-économiques de cette crise découlant de l'application des mesures publiques de prévention du virus sont repérables à plusieurs niveaux, notamment : (i) la fermeture des marchés à bétail, avec pour conséquence l'impossibilité pour les éleveurs de vendre leurs animaux en vue d'acheter les provisions nécessaires (denrées alimentaires, aliments du bétail, intrants vétérinaires, vêtements, etc.) ; (ii) la limitation des échanges transfrontaliers et la faible présence des commerçants de bétail provenant des pays limitrophes ; (iii) la limitation des déplacements (mesure de confinement) qui entraîne une baisse de l'offre de services vétérinaires et de la délivrance des documents de transhumance ; (iv) la restriction des déplacements qui engendre une forte concentration des animaux déjà partis en transhumance dans des espaces relativement restreints, avec pour conséquence une pénurie d'eau et de pâturage ; et (v) l'instauration du couvre-feu qui restreint la possibilité d'abreuver les animaux pendant la nuit, alors que l'affluence autour des points d'eau est très forte pendant la journée.

Conscients de l'impérieuse nécessité d'apporter une réponse visant à relever les défis découlant de la soudure pastorale, de l'insécurité et de la crise sanitaire, le RBM et ses membres dans les différents pays ont conçu une intervention d'urgence adressant les besoins prioritaires et qui s'articule autour de la mise en place d'instruments et de mesures appropriés pour une sortie de crise durable.

L'action intitulée : *« Projet d'assistance aux familles d'éleveurs confrontées aux effets cumulés de la soudure pastorale, de l'insécurité et de la pandémie du COVID-19 (PAS2P) »* contribue à la mise en œuvre des recommandations de la réunion ministérielle d'urgence relative á l'impact du coronavirus sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest, tenue le 31 mars 2020. Ces recommandations ont souligné la nécessité de (i) préserver et sécuriser les moyens de subsistance et les capacités de production ainsi que les chaînes d'approvisionnement alimentaire vers les marchés ; (ii) assurer l'accès à une alimentation abordable pour tous, en particulier les personnes vulnérables pendant la crise sanitaire du COVID-19 ; et (iii) accroître les investissements dans le secteur rural pour le développement des chaînes de valeur de la production à la consommation. Conformément à ces recommandations, la réunion restreinte du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA) qui s'est tenue le 2 avril 2020 a insisté sur le caractère stratégique de l'information et a demandé aux "États d'accélérer la mise en place de systèmes nationaux de suivi et d'évaluation permanente des conséquences de la pandémie COVID-19 sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les zones rurales et urbaines". Les mécanismes innovants soutenus par ce projet devraient contribuer à ces recommandations.

La proposition est également en cohérence avec les orientations opérationnelles qui ont été définies par les OP régionales dans le souci de faire face efficacement au contexte actuel pour accompagner les gouvernements et les institutions régionales dans la réponse d'urgence à la crise COVID-19 et les réflexions post-crise. Plus largement, le projet s'inscrit dans la Stratégie de développement et de sécurité (SDS) du G5 Sahel, qui vise les mêmes pays, et plus particulièrement à l'axe « Résilience et développement humain » du programme d'investissement prioritaire (PIP) du G5 Sahel, à travers la réduction de la vulnérabilité et le renforcement de la résilience des pasteurs et agro-éleveurs sahéliens. La proposition s'inscrit dans la continuité du Plan de réponse 2020 à la crise de la transhumance au Sahel adopté par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui dispose d'un plan d'actions spécifique sur le

corridor de transhumance à travers les pays prioritaires de l'intervention proposée : le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Ce projet est également en ligne avec *« Résilience »* de la stratégie intégrée des Nations Unies pour le Sahel (UNISS).

L'action est financée par deux principaux partenaires (en l'occurrence la DDC et le FIDA) et cible spécifiquement les pasteurs et agropasteurs, afin de maximiser les impacts des interventions au profit de ces populations confrontées aux effets cumulés des crises multidimensionnelles qui affectent le Sahel et l'Afrique de l'Ouest.

1.2 Présentation des PAS2P

L'action est financée par deux principaux partenaires (la DDC et le FIDA) et cible spécifiquement les pasteurs et agropasteurs et leurs réseaux/organisations, afin de maximiser les impacts des interventions au profit de ces populations confrontées aux effets cumulés des crises multidimensionnelles qui affectent le Sahel et l'Afrique de l'Ouest.

Le projet couvre neuf (9) pays d'intervention du RBM. Il s'agit des pays et des zones d'intervention du RBM où le dispositif de veille informative est déjà en place : Mali, Niger, Burkina Faso, Sénégal, Mauritanie, Tchad, Bénin, Togo, Nigéria.

Le coût actuel global du PAS2P est évalué à 4 171 956 395 FCFA. 55,7% du budget provient de la DDC et 21% du FIDA. 13,1% du budget représente la contribution financière attendue d'autres partenaires, en l'occurrence les projets RECOLG/UE, SNV/MOPSS et OIM. A cela s'ajoute la contribution du RBM et de ses membres dans les différents pays d'intervention (10,2%). Toutes les interventions ont été mises en place dans le cadre de l'exercice budgétaire des années 2020 à 2022, en dépit de la diversité de la programmation des activités (chaque partenaire technique et financier ayant ses propres procédures).

La stratégie de mise en œuvre qui a été adoptée privilégie des appuis/interventions modulaires et met l'accent sur les zones transfrontalières de concentration des animaux et des personnes déplacées internes. Prenant en compte les impacts socio-économiques induits par l'application des mesures publiques de lutte contre la COVID-19, le RBM a apporté un **appui spécifique aux éleveurs transhumants** qui sont bloqués de part et d'autre des frontières entre les pays sahéliens et côtiers. Ce soutien s'est poursuivi, avec le concours de l'OIM, en ciblant les transhumants qui restent encore bloqués dans les espaces transfrontaliers. Une autre action spécifique est réalisée en direction des éleveurs Nigérians qui se sont réfugiés au Niger pour fuir les conflits et les attaques des groupes armés et des milices.

Dans le souci de garantir l'efficacité des interventions qui sont menées, le RBM a estimé indispensable de promouvoir une cohérence d'ensemble et une complémentarité des activités entreprises sur le terrain en favorisant la concertation sur certains principes directeurs pour orienter ces interventions, tout en valorisant le savoir-faire de ses membres dans différents domaines : (i) anticipation et gestion des crises pastorales ; (ii) ciblage des ménages pastoraux ; (iii) , fourniture de paquets intégrés d'activités ; et (iv) prévention et gestion des conflits, etc.. Il a également mis l'accent sur d'autres exigences qui concernent : (i) la prise en considération du nexus Humanitaire – Développement – Paix ; (ii) le recours aux modalités de mobilisation du cofinancement ; et (iii) la nécessité de faire coïncider le calendrier des interventions avec celui de la soudure pastorale.

Les cibles directes de l'appui multiforme sont évaluées à 38 700 ménages vulnérables appartenant à des communautés pastorales et agropastorales. Les bénéficiaires indirects sont les parties prenantes impactées positivement à la faveur des interventions suivantes : (i) achat de semences et d'aliments du bétail (producteurs et transformateurs locaux) et d'animaux (commerçants et transporteurs locaux d'animaux) ; (ii) développement socio-économique généré par les activités menées (groupements de femmes, GIE, unités locales de transformation du lait) ; et (iii) amélioration de l'accès aux aliments nutritifs (consommateurs ruraux et urbains estimés à 1 500 000 personnes environ).

Les bénéficiaires directs des activités liées au renforcement du système de veille pastorale sont principalement les points focaux et les membres des OP qui ont été formés ou impliqués dans les activités de dialogue politique, ainsi que les formateurs. Le nombre des bénéficiaires indirects ciblés est plus difficile à estimer puisqu'il s'agit des utilisateurs de la plateforme numérique et des décideurs qui ont été convaincus par les actions de plaidoyer menées par le RBM et ses membres.

En ce qui concerne la composante humanitaire du nexus HDP, les paquets d'activités concernés portent sur le **soutien**

de la consommation (animale et humaine), en vue de réduire les difficultés de trésorerie des familles d'éleveurs. Il s'agit essentiellement des appuis immédiats en **aliments du bétail et en vivres (céréales + huile)** durant la période cruciale de la soudure pastorale.

En ce qui concerne la composante développementale du nexus HDP, les paquets d'appuis visent à favoriser le relèvement économique des ménages pastoraux et agropastoraux, grâce à la réalisation des activités suivantes :

- La redistribution sociale du cheptel conçue comme un levier permettant de relancer l'économie domestique et surtout d'offrir aux ménages pastoraux qui ont basculé dans la précarité la possibilité de reprendre l'activité d'élevage (allocation d'un noyau de petits ruminants, fourniture d'une dotation en bovins) :

- La mise en place et la vente à prix modéré de stocks d'aliments du bétail, en vue de poser les jalons permettant de construire de filières pérennes d'approvisionnement en intrants alimentaires dans les zones où cela est possible ;

- L'utilisation de cash transfert visant à renforcer les activités génératrices de revenus ;

- La distribution de semences améliorées aux agropasteurs, en vue de soutenir la production agricole.

	PAS2P-DDC	***PAS2P-FIDA***
Période	**Aout 2020- Décembre 2022**	***Avril 2021- Juin 2022***
Objectifs global	Suivre et atténuer les impacts négatifs cumulés de la soudure pastorale, de l'insécurité récurrente et de la pandémie liée au coronavirus sur les conditions de vie et les capacités de résilience des familles de pasteurs et d'agropasteurs,	Renforcer durablement les moyens de subsistance et la résilience des ménages pastoraux et agropastoraux confrontés aux effets négatifs de la période de soudure pastorale, de l'insécurité récurrente et de la pandémie de coronavirus.
Objectifs	**OS1 :** Mettre en place un système de veille sur la contagion et les impacts socio-économiques de la COVID-19, en veillant à démarrer la veille dès le début de la crise sanitaire, afin d'orienter efficacement les soutiens et de suivre l'évolution de la pandémie en milieu éleveur ; et **OS2 :** Mettre en œuvre une intervention basée sur le Nexus assistance/réhabilitation/relèvement	**OS1 :** Promouvoir des modèles de systèmes de protection sociale et des stratégies d'intégration économique pilotés par les organisations pastorales et adaptés aux situations de vulnérabilité des pasteurs et agro-éleveurs ; **OS2** Renforcer les systèmes de collecte de données reflétant leurs conditions de vie, afin d'accompagner la définition et la mise en œuvre de politiques publiques et de projets d'investissement ambitieux en appui aux moyens de subsistance et à la résilience de ces populations pastorales.
Résultats attendus	: **Résultat 1** : Sensibiliser les familles d'éleveurs et les transhumants contre le coronavirus ; **Résultat 2 :** Fournir une assistance multiforme aux familles d'éleveurs confrontées aux impacts cumulés de la soudure pastorale et de la COVID-19. ; **Résultat 3** : Mettre en place un système de veille sur les impacts de la COVID-19 ; **Résultat 4 :** Promouvoir un dialogue de proximité, en s'appuyant sur les cadres de concertation transfrontaliers et locaux, afin de favoriser la prise en charge des préoccupations des acteurs concernant le déroulement d'une transhumance transfrontalière apaisée et sécurisée.	**Composante 1 :** Fournir une aide d'urgence COVID19 aux ménages pastoraux pour renforcer leur résilience et leur capacité à faire face aux effets négatifs de la crise **Composante 2 :** Renforcer la plateforme numérique de suivi pastoral COVID-19 pilotée par le RBM afin de suivre l'évolution de la pandémie et orienter et développer des stratégies et politiques plus efficaces
Cout global	2 756 714 264 FCFA (4 594 524 CHF). 71,4% DDC avec 28,6% au titre des contributions financières attendues d'autres partenaires, en l'occurrence les projets RECOLG, UE/PRODIATA, SNV/MOPSS, OIM à hauteur respectivement de 16,4% ; 0,3% ; 1,3% ;	2 436 921 dollars USD (1 415 242 131 FCFA). Avec 62% du budget provenant du FIDA et 25 % représente la contribution financière attendue d'autres partenaires, en l'occurrence les projets DDC, RECOLG, UE, SNV/MOPSS. A cela s'ajoute la contribution du RBM et

	1,3% ; 0,6%. A cela s'ajoute la contribution du RBM et de ses membres dans les différents pays d'intervention (8,8%).	de ses membres dans les différents pays d'intervention (13%)
Pays d'intervention	Mali, Niger, Burkina Faso, Sénégal, Mauritanie, Tchad, Bénin, Togo, Nigéria.	Mali, Niger, Burkina Faso (activités de la composante 1, **Alerte :** Burkina Faso, Niger, Mali, Mauritanie, Sénégal, Tchad et Nigéria (Composante 2) **Veille :** Togo, Tchad, Burkina Faso, Niger, Mali, Mauritanie et Nigéria (Composante 2)
Appuis	**Phase d'urgence** **Aliment Bétail : 3000 tonnes** **Céréales : 380 tonnes** **Bidons d'huile 5 l : 2853** **Kits sanitaires : 1710** **Fiches pédagogiques : 13200** **Vaccination Bovins : 120000 têtes** **Vaccinations PR : 166282 têtes** **Phase de réhabilitation** **Aliments du bétail** 1576 Tonnes **Semences végétales :** 100 tonnes **Kit vache allaitante+ veau : 305** **Kits caprins** : 2000 têtes **Kits ovins :** 1500 têtes **Appuis additionnels pour Niger** **Aliment Bétail :** 548 tonnes **Céréales :** 50 tonnes ; **Vaccination :** 6500 UBT **Natrons :** 4000 blocs	**Aliments du bétail** 1240 tonnes **Semences végétales :** 50 tonnes **Kit vache allaitante + veau : 150** **Kits caprins** : 300 têtes **Kits ovins :** 300 têtes **Vaccination bovine :** 100.000 têtes **Vaccination PR :** 115000 têtes

2. ENJEUX ET OBJECTIFS DE LA CAPITALISATION DU PAS2P

2.1 Enjeux de la capitalisation du PAS2P

L'enjeu de la capitalisation du PAS2P consiste à décortiquer l'expérience de mise en œuvre du projet, en vue d'identifier les acquis enregistrés, les difficultés rencontrées (résolues ou non résolues), les facteurs de succès et d'échec, ainsi que les enseignements majeurs à retenir. Cet exercice vise à valoriser les résultats obtenus, mais aussi à mettre en exergue les pratiques probantes et à échanger avec les parties prenantes du projet sur les enseignements utiles.

Dans le cadre de l'identification des leçons apprises et des mécanismes à développer pour le changement d'échelle, l'accent sera mis sur :

i) La stratégie d'intervention d'accès humanitaire et sécuritaire de RBM et ses OP membres dans les zones fragiles /d'insécurité ;

ii) Les stratégies d'insertion économique prenant en compte le degré de vulnérabilité des ménages ;

iii) L'approche de ciblage utilisée par les organisations membres du RBM en milieu pastoral ;

iv) Les instruments de filets sociaux déployés en cas de crise

v) Les modalités de mise en œuvre des interventions portées par un réseau d'organisations pastorales ;

vi) Le modèle de contrôle et de la gestion fiduciaire rigoureux et innovant ;

vii) Les ajustements à apporter dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques et des futures opérations financées les bailleurs de fonds.

2.2 Objectifs de la capitalisation du projet

La capitalisation vise à nourrir la réflexion sur les démarches qui sont susceptibles d'améliorer l'impact des soutiens apportés aux familles de pasteurs et d'agropasteurs en période de crise pastorale. Le présent travail doit fournir des clefs pour l'évaluation du potentiel de changement d'échelle des filets sociaux de sécurité et l'identification des conditions de leur réplication en milieu pastoral et agropastoral. L'étude doit également émettre des propositions portant sur les orientations et les axes d'intervention d'un programme pluriannuel permettant de consolider et d'élargir les acquis de l'initiative du PAS2P.

3. DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La méthodologie préconisée devra être essentiellement qualitative. Le consultant est tenu de faire une revue documentaire, en exploitant les différents rapports d'activités, de supervision et d'évaluation du projet, afin d'identifier les progrès majeurs, les acquis enregistrés, les difficultés rencontrées, le gap noté dans l'atteinte des différents résultats et les enseignements tirés de la mise en œuvre de l'initiative du PAS2P.

Le consultant pourra utiliser les outils et méthodes de la recherche en sciences sociales (entretiens semi-structurés, focus groups avec différentes parties prenantes) dans la cadre de la collecte des informations. A cet effet, le consultant devra proposer et faire valider par la Coordination Technique Régionale (CTR) du RBM une démarche d'échantillonnage des différentes cibles, en tenant compte des questions retenues pour la capitalisation.

Pour assurer une bonne gestion de la consultation, la CTR du RBM assurera l'accompagnement du travail de capitalisation et apportera un appui, à travers : (i) la fourniture au consultant de toute la documentation utile ; et (ii) la facilitation de la mise en relation avec les acteurs ciblés durant la phase de collecte de données.

3.1 Délimitation du champ de la capitalisation

Afin de circonscrire le champ de l'analyse, le consultant devra prioriser les sujets de capitalisation dans le rapport de démarrage de l'étude. Parmi ces sujets, il devra faire figurer **les sept (7) axes thématiques** et centres d'intérêt qui sont décrits dans la partie annexe des présents TDR et fournir des indications sur la pertinence et l'intérêt de chaque thématique.

3.2 Points d'attention

Il conviendra de baser l'analyse sur des faits concrets et des données probantes, de manière à permettre un débat éclairé et approfondi entre les participants à l'atelier de restitution des résultats de la capitalisation. Il est demandé au consultant de mettre en œuvre, dans la conduite de l'étude, une approche innovante et pédagogique propre à favoriser un débat informé impliquant certains acteurs non spécialisés dans les domaines du pastoralisme et de la protection sociale.

Il faudra veiller à faire en sorte que les résultats de l'étude puissent à la fois alimenter les débats qui se dérouleront lors de l'atelier, mais aussi nourrir un exercice de formulation d'un programme pluriannuel s'inscrivant dans le prolongement du PAS2P.

3.3 Activités indicatives

Le travail de capitalisation sera mené dans les pays d'intervention du PAS2P et servira de base à la rédaction d'un rapport de capitalisation. Pour ce faire, le consultant devra :

- Elaborer et soumettre au comité technique comprenant des représentants de la DDC, du FIDA, et du RBM une méthodologie détaillée intégrant les outils de collecte des données et le plan de travail pour avis et validation, avant le démarrage de la collecte des données ;
- Participer à une réunion de cadrage avec le comité technique, afin d'harmoniser la compréhension des termes de référence de la capitalisation et d'ajuster éventuellement la méthodologie validée ;
- Faire une revue et une analyse de l'ensemble de la documentation du projet (documents produits dans le

cadre de la préparation du projet, de l'exécution et du suivi-évaluation des activités) ;

- Interviewer (en présentiel ou à distance) les principales parties prenantes intervenant aux différentes échelles d'intervention ;
- Exploiter et analyse tous les matériaux collectés dans la cadre de l'étude ;
- Produire les supports de capitalisation (à savoir le rapport de capitalisation et les fiches thématiques de capitalisation) et la note succincte d'orientation pour la formulation d'un programme pluriannuel ;
- Restituer les résultats de la capitalisation lors de l'atelier qui aura lieu du 21 au 23 septembre 2022 et intégrer les amendements et/ou apports de l'atelier ;
- Soumettre, dans les délais impartis, une version finale des différents livrables, pour validation.

3.4 Livrables

- ☞ Livrable 1 : Rapport méthodologique et planning de la capitalisation ;
- ☞ Livrables 2 : Version provisoire des produits de la capitalisation (rapport de la capitalisation et fiches thématiques) et note succincte d'orientation pour la formulation d'un programme pluriannuel ;
- ☞ Livrable 3 : Version finale des produits de la capitalisation et de la note succincte.

4. MODALITES D'EXECUTION

Le calendrier indicatif de l'exercice de capitalisation est le suivant :

Date de publication de l'appel à manifestation d'intérêt	05 juillet 2022
Date limite d'envoi des propositions techniques et financières	20 juillet 2022
Date de la contractualisation	22 juillet 2022
Date de remise de la version provisoire des livrables attendus	10 septembre 2022
Date de remise de la version définitive des livrables attendus	30 septembre 2022

5. PROFIL DU/DES CONSULTANTS

Pour la bonne exécution du travail, le comité technique d'accompagner la capitalisation recherche un consultant ou une équipe de consultants qui : (i) disposent d'une parfaite connaissance du pastoralisme au Sahel et en Afrique de l'Ouest ; (ii) justifient d'une solide expérience sur les thématiques de la protection sociale et des filets sociaux adaptés aux réalités de l'élevage pastoral ; et (iii) possèdent une bonne connaissance du terrain dans les pays sahéliens et côtiers.

Par ailleurs, le(s) soumissionnaire(s) doit/doivent avoir une bonne connaissance des techniques et des démarches de capitalisation de l'expérience des projets d'appui aux communautés pastorales et agropastorales.

Dans l'éventualité du recrutement d'une équipe de consultants, le travail sera coordonné par un chef d'équipe qui devra faire preuve de :

- Bonnes capacités organisationnelles ;
- Solide expérience en matière de documentation/capitalisation des résultats de projets d'appui aux communautés rurales ;
- Expérience de travail avec les communautés agropastorales et les organisations d'éleveurs ;
- Capacités avérées d'animation de processus participatifs ;
- Bonnes capacités rédactionnelles et de synthèse.

6. CANDIDATURE

Le dossier de réponse à l'appel à manifestation d'intérêt doit être envoyé à al CTR du RBM au plus tard le 22 juillet 2022, à 17 30 heure.(heure de Niamey.

Le dossier doit être composé des éléments suivants :

- L'offre technique incluant la méthodologie (06 pages au maximum) ;
- La proposition financière ;
- Le curriculum vitae du (des) consultant(s) ;
- Des références de travaux écrits réalisés.

Le dossier est à faire parvenir par Email à l'adresse suivante à billital@intnet.ne en copie à : s.boube@yahoo.fr, blamajallo@yahoo.fr

Les soumissions reçues après la date et l'heure indiquées ci-dessus ne seront pas considérées.

ANNEXES DEVANT ORIENTER LE TRAVAIL DU CONSULTANT

1. Axes thématiques et centres d'intérêt du processus de capitalisation

Le processus de capitalisation devra porter sur sept thématiques qui sont classées par ordre d'importance décroissant.

i. **Durabilité des appuis multidimensionnels conçus et mis en œuvre de manière flexible, compte tenu de la nécessité de s'adapter à l'évolution contextuelle :**

- Comment rendre les dispositifs d'appui d'urgence et de renforcement des moyens d'existence plus spécifiques et mieux adaptés aux besoins des agropasteurs et des pasteurs ?
- Quels sont les avantages comparatifs des organisations pastorales dans la programmation, la mise en œuvre des filets sociaux et le suivi des bénéficiaires au niveau des territoires agropastoraux ?
- Comment rendre les filets sociaux plus conformes aux besoins des populations agropastorales et aptes à s'intégrer dans le triple nexus ?
- Comment allouer au mieux les fonds agiles ou les enveloppes budgétaires non assignées à des activités préalablement définies, tout en limitant le risque de conflits lorsqu'il existe une multitude d'options d'allocation de ces fonds ?
- Quelles activités couplées à la fourniture d'appuis multidimensionnels peuvent réduire les impacts des chocs sur les conditions de vie des ménages ?
- Quelles sont les capacités opérationnelles/ institutionnelles des organisations pastorales à délivrer des appuis en matière de **gestion des ressources naturelles communes, d'anticipation des crises et des chocs :**

ii. Prise en compte du degré d'insécurité alimentaire des ménages dans la fourniture des appuis multidimensionnel et renforcement du dispositif de veille et d'alerte pastoral :

- Quelle a été l'efficacité des activités menées durant la phase d'urgence du PAS2P (fourniture de céréales, distribution des aliments du bétail, vaccination) sur la sécurité alimentaire des ménages ?
- Quelles sont les leçons tirées de ce type d'appuis que les acteurs humanitaires devraient prendre en compte ?
- Que devrait-on faire pour améliorer l'impact des appuis multidimensionnels sur la sécurité alimentaire des ménages, notamment les personnes déplacées internes et réfugiées ?
- Comment mettre en place un processus de ciblage approprié et des modalités d'intervention permettant d'ajuster la fourniture des appuis (nature et volume) de la dégradation ou de l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages ciblés ?
- Comment mieux valoriser le système de veille et d'alerte pastorale ainsi que les innovations technologiques développées dans le cadre du *"PastorHackathon"* sur les créneaux porteurs/utiles/d'intérêt ?

iii. Sensibilité aux conflits des activités menées, transparence de la démarche de mise en œuvre et redevabilité auprès des populations cibles vulnérables :

- Quelles sont les outils et les démarches utilisées par les OP membres du RBM pour atténuer les tensions communautaires et sociales ou renforcer la cohésion sociale lors du ciblage géographique des zones, de la sélection des bénéficiaires, de la distribution des appuis et du suivi des bénéficiaires ?
- Comment les OP membres du RBM peuvent-elles renforcer leur légitimité, leur redevabilité et leur neutralité auprès des populations locales en tant que fournisseurs d'appuis à caractère humanitaire ?
- Comment le risque de récupération politique ou de capture par des élites des activités conduites et des appuis fournis par les OP a-t-il été géré ?
- Comment pourrait-on mieux impliquer les autres parties prenantes locales dans la mise en œuvre du projet ?
- Comment le ciblage des personnes vulnérables (femmes, jeunes, handicapés ou PDI et réfugiés) pourrait-il être renforcé et comment leur protection pourrait-elle être améliorée ?
- Comment pourrait-on assurer un ciblage approprié et mettre en œuvre des activités sensibles aux conflits dans des contextes volatiles où les équilibres sont flous et instables entre l'administration

territoriale, les autorités coutumières et religieuses et les groupes armés ?

iv. Stratégie d'accès à des zones caractérisées par une insécurité volatile :

- Quels sont les leviers qui ont facilité l'accès des organisations membres du RBM aux zones en proie à l'insécurité ?
- Quelles ont les principales difficultés qui entravent l'exécution des activités dans les zones qui sont affectées par l'insécurité ?
- Jusqu'à quel point les stratégies d'accès développées par les membres du RBM ont-elles été efficaces ?
- Quels enseignements pourrait-on tirer de la mise en œuvre de ces stratégies ?

v. **Durabilité et plus-value du dispositif de veille et d'alerte pastorale et valorisation des données collectées :**

- Quels sont les indicateurs dont le suivi doit être maintenu comme cela se fait actuellement ou qu'il faudrait suivre différemment ou qu'il faudrait abandonner ?
- Comment pourrait-on renforcer la qualité de la collecte des données, les capacités des agents de collecte et leur sécurité ?
- Comment mettre davantage les données collectées dans le cadre du dispositif de suivi et de veille pastorale au service de la mise en œuvre des projets exécutés par le RBM (calibrage des interventions, ajustement des activités, anticipation des situations de crise) ?
- Comment pourrait systématiser le suivi et la veille, mais aussi élargir la couverture géographique du dispositif, tout en minimisant les coûts ? : quels sont les coûts qui pourraient être pris en charge sur ressources propres pris en charge et ceux devant impérativement être soutenus par des fonds publics ?
- Que devrait-on faire pour renforcer les synergies entre les projets en cours d'exécution ou futurs, en veillant à valoriser les solutions numériques primées dans le cadre du *"PastorHackathon"* ?

vi. **Sensibilité de l'approche de mise en œuvre du projet aux inégalités de genre et intergénérationnelles dans les processus décisionnels (reconnaissances des droits fondamentaux des femmes et des jeunes, promotion de l'accès de ces couches sociales au capital et au marchés et renforcement de leur mobilité / connectivité :**

- Quel rôle des femmes et des jeunes ont joué dans la conduite du processus de ciblage ?
- Comment pourrait-on renforcer la participation et la contribution des femmes et des jeunes au processus de ciblage, de réception des plaintes et de suivi des bénéficiaires ?
- Comment pourrait-on valoriser le rôle de médiatrice des mères, conjointes et sœurs dans les activités de renforcement des cadres de concertation locaux et transfrontaliers ?
- Quelles sont les difficultés rencontrées par les femmes et les jeunes dans la gestion des appuis qu'ils/elles ont reçus ?
- Que devrait-on faire pour accroître l'impact des appuis destinés aux femmes et aux jeunes ?

2. Stratégie pour l'analyse des thématiques d'intérêt proposées

L'analyse devra être focalisée sur les points d'attention mentionnes ci-dessous.

I. **Innovations et acquis obtenus dans le cadre des appuis d'urgence et de renforcement de la résilience des communautés pastorales méritant d'être répliqués :** (i) identifier les dispositifs (innovations promues, mécanismes de solidarité, filets sociaux, dispositif de veille, etc.) d renforcement des moyens d'existence des ménages pastoraux, de consolidation de la cohésion sociale au niveau local et entre territoires, de facilitation de la conduite des activités pastorales et agropastorales, de promotion de l'adaptation aux effets du changement climatique et d'anticipation locale des chocs / catastrophes qui mériteraient d'être ajustés, répliqués et mis à l'échelle dans le cadre des futurs interventions ;

II. **Durabilité des appuis multidimensionnels, à travers une meilleure intégration dans des dynamiques de relèvement / développement :** (i) identifier les modalités de mise en œuvre des interventions qui pourraient augmenter l'efficacité, l'inclusivité et la durabilité de la fourniture d'appuis multidimensionnels ; (ii) répertorier les initiatives menées par les OP membres du RBM en parallèle ou dans le contexte du PAS2P qui pourraient être mises à l'échelle, afin de renforcer la durabilité des appuis multidimensionnels ; (iii) évaluer les gaps à combler

(capacités, partenariats et financement) pour mettre en œuvre des activités permettant d'établir des passerelles entre les appuis multidimensionnels, le renforcement de la production et l'accès aux marchés ; e t (iv) identifier l'architecture et les modalités d'agencement de partenaires financiers et techniques permettant de favoriser une mise en œuvre des interventions plus flexible et adaptée à des contextes volatiles ?

III. **Sensibilité aux conflits des activités exécutées, neutralité et transparence de l'approche de mise en œuvre** (i) évaluer la sensibilité aux conflits de l'ensemble des activités du PAS2P, en mettant l'accent sur les avantages comparatifs du RBM et de ses organisations membres, ainsi que les améliorations à apporter ; (ii) identifier les enseignements à tirer de la fourniture d'appuis à caractère humanitaire par des acteurs ancrés localement (ce qui contraste avec le principe fondamental de la neutralité des intervenants qui est prôné par les acteurs humanitaires ; (ii) évaluer le risque de capture des appuis par les élites et de récupération politique, ainsi que l'efficacité des stratégies adoptées par les OP membres du RBM, en vue de maîtriser ces risques ; et (iv) définir les stratégies de projectualisation susceptibles de permettre au RBM et à ses membres d'adopter un positionnement hybride répondant aux exigences du contexte.

IV. **Négociation et stratégie d'accès aux zones caractérisés par un contexte sécuritaire volatile :** (i) élaborer un document destiné à un usage interne portant sur l'analyse des stratégies d'accès humanitaire et sécuritaire mises en œuvre par les des OP membres dans les zones fragiles ; (ii) élaborer (éventuellement) une note de synthèse destinée aux autres acteurs humanitaires et aux agences du Système des Nations Unies qui interviennent dans les zones affectées par l'insécurité ; (iii) échanger avec les autres acteurs concernés sur les leviers et les stratégies permettant de mutualiser les efforts et les ressources mobilisées, en vue de faciliter l'accès aux zones fragiles.

V. **Capacités institutionnelles existantes et/ou à renforcer au niveau des OP membres du RBM :** (i) conduire un diagnostic institutionnel et opérationnel des OP membres du RBM et des groupements de base ; (ii) élaborer un plan d'action de renforcement des capacités des organisations pastorales membres du RBM et de leurs groupements de base.

VI. **Sensibilité au genre et aux inégalités intergénérationnelles dans la mise en œuvre des activités :** (i) identifier les bonnes pratiques sensibles aux inégalités de genre et intergénérationnelles, en veillant à définir les modalités de leur valorisation ; (ii) mener une campagne de sensibilisation des communautés sur le processus de ciblage et de fourniture des appuis ; (iii) appuyer la formation des points focaux, sentinelles et relais ; et (iv) appuyer le renforcement des mécanismes de concertation locaux et transfrontaliers.

VII. **Approche de mise en œuvre :** (i) établir un répertoire des bonnes pratiques promues par les OP membres du RBM dans le cadre du projet PAS2P ou non qui devront être mises à l'échelle ; et (ii) contextualiser les approches de mise en œuvre sensibles au genre au niveau de zones affectées par les conflits ou placées sous l'influence de groupes armés non étatiques.

VIII. **Suivi et évaluation des activités :** (i) identifier des outils de suivi permettant de mieux détecter et comprendre les effets induits par les appuis multidimensionnels sur les dynamiques familiales et le processus décisionnels au sein des ménages.

IX. **Gestion des connaissances et suivi du projet au sein d'une organisation régionale pyramidale**[1] : (i) identifier les pratiques de suivi de projet et de gestion des connaissances devant être répliqués, ajustés, révisées ou supprimés, dans l'optique de faciliter le suivi des interventions et de rendre la gestion des connaissances plus participative ; et (ii) définir ls voies et moyens permettant d'adapter le système de suivi et de gestion des connaissances aux décisions d'ajustement des activités en lien avec l'évolution contextuelle.

6.3 Expertise externe sollicitée

L'expertise externe mobilisée devra exploiter les documents de suivi de projets, les outils de communication et les notes de synthèse qui ont été élaborées depuis le démarrage des activités du projet. Il s'agit des ressources documentaires suivantes :

[1] Sur la base d'entretiens avec les partenaires techniques et financiers, le personnel de la CTR du RBM, les responsables des OP membres du Réseau et des Antennes nationales.

- Rapport de progression (avril 2022) ;
- Rapport de la mission de supervision (avril 2022) ;
- Bulletins d'information FIDA -DDC ;
- Documents de plaidoyer élaborés par le RBM en parallèle à la mise en œuvre de l'initiative (études, communications présentées lors des sessions de dialogue politique de haut niveau, etc.) ;
- Note de synthèse sur le processus de ciblage, guide sur la sensibilité aux conflits, manuel d'acquisition de l'aliment du bétail ;
- Dossier photos.

L'expertise externe devra mener des entretiens avec les parties prenantes du projet, notamment :

- Les représentants et le personnel des OP membres du RBM en charge de la mise en œuvre des activités, ainsi que le personnel et les représentants des structures locales des OP concernées ;
- Les points focaux, les sentinelles et les relais concernés directement ou indirectement par les activités du PAS2P ;
- Le personnel de la CTR eu RBM ;
- Les bénéficiaires directs et indirects du projet ;
- Les chefs coutumiers, les autorités administratives et les élus des communes ciblées par les activités menées dans le cadre du système de veille et d'alerte pastorale ;
- Les membres des comités de ciblage ;
- Les agents vétérinaires qui ont appuyé l'organisation des campagnes de vaccination ;
- Les acteurs de la société civile des communes et villages d'intervention de l'initiative PAS2P ;
- Les organisateurs du *"PastorHackathon"* et les jeunes innovateurs qui ont participé à la compétition ;
- Les parties prenantes de l'accord bilatéral de coopération transfrontalière Katsina-Maradi ;
- Les chefs religieux et les autorités administratives régionales ou nationales (si nécessaire).

Ces entretiens viseront, entre autres, à répondre aux quatre questions suivantes afin d'orienter la mise à l'échelle des activités du PAS2P :

1) Faire plus (répliquer) ?
2) Faire différemment (ajuster) ?
3) Faire moins ?
4) Ne plus faire ?

En outre, l'expertise mobilisée aura également accès aux bases de données suivantes :

- Base de données du profil des bénéficiaires PAS2P DDC ;
- Base de données des PDM PAS2P DDC ;
- Base de données du profil des bénéficiaires PAS2P FIDA ;
- Base de données de l'évaluation Rapide FIDA ;
- Base de données sur PDM PAS2P-FIDA.

Etant donné que le processus de capitalisation se déroulera à environ un an d'intervalle des premières fournitures d'appuis d'urgence et que l'enquête post-distribution sera en cours, l'identification des leviers pouvant augmenter la durabilité et l'efficacité des appuis multidimensionnels se basera principalement sur une analyse qualitative (à parti des entretiens avec les parties concernées).